

de parer à la pression exercée sur le plafonnement des prix. En d'autres termes, l'objet était de restreindre les dépenses civiles en opposition avec les besoins de guerre, tandis qu'en même temps le Gouvernement empruntait à même les épargnes du peuple afin de réduire la consommation civile. Des fonds qui seraient allés aux marchés de détail et de service ont été dirigés vers le Gouvernement pour servir à la guerre. Inutile de dire qu'un fardeau plus lourd est tombé, comme conséquence, sur les petits revenus.

La dette nette du Gouvernement du Dominion a monté de \$3,100,000,000 qu'elle était en mars 1939 à \$6,300,000,000 en mars 1943. L'estimation de mars 1944, telle que donnée par le Ministre des Finances dans le discours du budget du 26 juin, était de \$8,842,000,000. L'effort de guerre représenté par ces chiffres était aussi varié que les ressources naturelles du Dominion. C'était une lutte contre le temps pendant laquelle il y eut une expansion sans précédent de l'industrie, du commerce et de la finance.

Dans le plan de reconstruction, il est généralement reconnu que le commerce extérieur doit occuper une position marquante et que la collaboration entre les Nations Unies en ce qui concerne le commerce d'après-guerre est essentielle. Le principe de l'aide mutuelle et la politique de bon voisinage, appliqués avec tant d'efficacité en temps de guerre, indiquent le chemin, et on dresse actuellement des plans qui permettront au Canada de prendre sa place traditionnelle comme une des premières nations commerciales dans le monde d'après-guerre.